

NOVATECH INDUSTRIES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Grant Thornton SAS

SAS d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
Parc Edonia - Bâtiment G Rue de la
Terre Victoria - CS 26822 35760 Saint-
Grégoire Cedex

Baker Tilly Strego

Commissariat aux Comptes
Boulevard René Fily
CS 60001 Saint Martin des Champs
29673 Morlaix Cedex

NOVATECH INDUSTRIES

société anonyme
1 rue Paul Sabatier
22300 LANNION

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société NOVATECH INDUSTRIES

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NOVATECH INDUSTRIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Le 06 juin 2025 à Saint-Grégoire et Morlaix

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton SAS
Membre français de Grant
Thornton International

Baker Tilly Strego

Stéphane Bougreau,
Associé

Arnaud Moyon,
Associé



GROUPE NOVATECH INDUSTRIES

**COMPTES CONSOLIDÉS AU
31 DECEMBRE 2024**



SOMMAIRE

GROUPE NOVATECH INDUSTRIES COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

BILAN	3
BILAN ACTIF.....	4
BILAN PASSIF	5
COMPTE DE RESULTAT.....	6
COMPTE DE RESULTAT première partie.....	7
COMPTE DE RESULTAT deuxième partie.....	8
ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS	9
1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	14
1.1 Activité du Groupe	14
1.2 Crédit d'Impôt Recherche	14
2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	14
3 PRINCIPES COMPTABLES – METHODES D'ÉVALUATION.....	15
3.1 Méthodes de consolidation	15
3.1.1 Ecart d'acquisition	15
3.1.2 Méthodes obligatoires	15
3.2 Méthodes d'évaluation et de présentation.....	17
3.2.1 Immobilisations incorporelles.....	17
3.2.2 Immobilisations corporelles.....	17
3.2.3 Stocks et en cours de production	17
3.2.4 Créances et dettes	18
3.2.5 Valeurs mobilières de placement.....	18
3.2.6 Impôts différés	18
3.2.7 Crédit-bail.....	19
3.2.8 Provisions	19
3.2.9 Indemnités de départ à la retraite	20
3.2.10 Résultat par action.....	21
3.2.11 Effets escomptés non échus.....	21
3.2.12 Subventions d'investissement.....	22
3.2.13 Résultat exceptionnel	22
4 NOTES SUR LE BILAN.....	23
4.1 Immobilisations incorporelles.....	23
4.2 Immobilisations corporelles	24
4.2.1 Immobilisations corporelles – valeurs brutes	24
4.2.2 Immobilisations corporelles – amortissements	25
4.3 Immobilisations financières.....	26
4.4 Stocks et en cours de production	26
4.5 Dépréciations des actifs.....	27



4.6	Créances clients.....	27
4.7	Détail des autres créances.....	27
4.8	Valeurs mobilières de placements	28
4.9	Etat des échéances des créances	28
4.10	Capitaux propres.....	29
4.11	Analyse de la variation des intérêts minoritaires.....	29
4.12	Résultat net par action	30
4.13	Provisions.....	30
4.14	Dettes financières	31
4.15	Etat des échéances des dettes.....	32
4.16	Dettes fiscales et sociales	32
4.17	Autres dettes.....	32
5	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	33
5.1	Chiffre d’Affaires	33
5.2	Autres produits d’exploitation.....	33
5.3	Achats et charges externes.....	34
5.4	Frais de personnel.....	34
5.5	Dotations aux amortissements et aux provisions	35
5.6	Analyse du résultat financier	35
5.7	Analyse du résultat exceptionnel.....	35
5.8	Impôts	36
6	AUTRES INFORMATIONS.....	37
6.1	Informations par zones géographiques.....	37
6.2	Risques de taux et de change.....	37
6.3	Engagements hors bilan	37
6.4	Rémunérations des organes de direction	38
6.5	Honoraires des Commissaires aux Comptes	38
6.6	Effectifs.....	38



BILAN



BILAN ACTIF

EUR

RUBRIQUES	Montant brut	Amorts/Prov.	Montant net au 31/12/2024 12 mois	Exercice 31/12/2023 12 mois
Ecart d'acquisition				
Immobilisations incorporelles	1 133 398	1 060 121	73 277	64 228
Concessions, brevets et marques	1 133 398	1 060 121	73 277	64 228
Autres immobilisations incorporelles				
Acomptes et avances				
Immobilisations corporelles	14 869 638	11 196 131	3 673 506	3 352 361
Terrains	195 660	-	195 660	195 660
Constructions	1 538 137	1 104 621	433 517	464 778
Installations techniques	11 358 175	8 605 070	2 753 105	2 280 607
Autres immobilisations corporelles	1 777 665	1 486 441	291 225	386 801
Immobilisations en cours	-	-	-	24 515
Avances et acomptes				
Immobilisations financières	1 211 267	-	1 211 267	1 208 208
Titres de participation				
Titres des sociétés M.E.				
Créances sur participations				
Autres titres immobilisés	150	-	150	150
Prêts	745 922	-	745 922	696 709
Autres immobilisations financières	465 195	-	465 195	511 349
Actif Immobilisé	17 214 303	12 256 252	4 958 051	4 624 796
Stocks et en-cours	37 501 396	1 750 992	35 750 404	35 236 766
Matières premières	27 950 970	1 741 245	26 209 725	27 886 209
En cours de biens	8 097 285	-	8 097 285	6 295 431
En cours de services	388 380	-	388 380	110 589
Produits intermédiaires et finis	1 064 761	9 747	1 055 014	944 536
Marchandises				-
Créances	12 687 031	569 195	12 117 837	12 025 164
Avances, acomptes sur commandes	1 090 437	-	1 090 437	1 778 373
Clients	5 802 712	569 195	5 233 518	6 456 474
Actifs d'impôts différés	348 559	-	348 559	332 555
Autres créances	5 445 323	-	5 445 323	3 457 762
Capital appelé non versé				
Disponibilités et divers	6 182 876	-	6 182 876	4 496 972
Autres valeurs mobilières	39 999	-	39 999	39 999
Disponibilités	5 963 873	-	5 963 873	4 259 150
Charges constatées d'avance	179 004	-	179 004	197 823
Comptes de régularisation	-	-	-	-
Actif circulant	56 371 303	2 320 186	54 051 116	51 758 902
Charges à répartir				
Total général	73 585 606	14 576 439	59 009 167	56 383 698



BILAN PASSIF

EUR

RUBRIQUES	Montant au 31/12/2024 12 mois	Montant au 31/12/2023 12 mois
Capital social	2 020 884	2 020 884
Prime d'émission, de fusion		
Ecart de réévaluation du groupe		
Réserve légale	202 088	202 088
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	837 200	928 174
Réserves groupe	6 986 244	4 832 776
Ecart de conversion du groupe		
Report à nouveau		
Résultat du groupe	303 339	2 062 494
Subventions d'investissement	236 274	300 806
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
CAPITAUX PART DU GROUPE	10 586 030	10 347 222
Intérêts hors groupe	971 964	718 717
Résultat hors groupe	11 392	253 247
Intérêts minoritaires	983 357	971 964
Ecart d'acquisition négatif		
Provisions pour risques	147 033	904
Provisions pour charges	1 200 720	1 284 514
Provisions	1 347 753	1 285 418
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit	3 552 595	4 912 045
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Avances, acomptes reçus sur commandes	25 191 381	21 145 484
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 435 966	13 876 656
Dettes fiscales et sociales	3 384 003	3 328 589
Dettes sur immobilisations	6 957	15 643
Autres dettes	22 962	211 598
Passif d'impôts différés	-	-
Produits constatés d'avance	498 163	289 079
Dettes et régularisations	46 092 028	43 779 094
Total général	59 009 167	56 383 698



COMPTE DE RESULTAT



COMPTE DE RESULTAT première partie

EUR

RUBRIQUES	Montant au 31/12/2024 12 mois	Montant au 31/12/2023 12 mois
Production vendue de biens France	56 476 829	58 092 854
Production vendue de biens Export	2 169 273	320 330
Production vendue de services France	4 719 830	6 105 798
Production vendue de services Export	24 929	3 900
Chiffre d'affaires net	63 390 862	64 522 882
Production stockée	2 124 959	3 023 997
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises amortissements, provisions, transfert	230 354	511 134
Autres produits	24 395	179 955
Autres produits d'exploitation	2 379 708	3 715 086
PRODUITS D'EXPLOITATION	65 770 570	68 237 968
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières	39 320 938	43 919 178
Variation de stocks matières premières	1 492 978	(1 260 703)
Achats Consommés	40 813 916	42 658 474
Autres achats et charges externes	6 404 589	5 692 137
Impôts, taxes et versements assimilés	580 343	486 145
Salaires et traitements	11 970 809	11 085 366
Charges sociales	3 800 901	3 298 507
Participation des salariés	-	115 405
Charges de Personnel	15 771 710	14 499 279
Dotations amortissements immobilisations	1 163 603	1 090 634
Dotations provisions sur immobilisations		
Dotations Dépréciations sur actif circulant	187 606	156 125
Dotations provisions risques et charges	23 495	180 454
Dotations Amortissements, Dépréciations, Provisions	1 374 704	1 427 213
Autres charges	168 649	219 602
CHARGES D'EXPLOITATION	65 113 911	64 982 849
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT DOTATIONS AMORTISSEMENTS ÉCARTS ACQUISITION	656 659	3 255 119
Dotations amortissements écarts d'acquisition	-	-
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRES DOTATIONS AMORTISSEMENTS ÉCARTS ACQUISITION	656 659	3 255 119



COMPTE DE RESULTAT deuxième partie

RUBRIQUES	EUR	
	Montant au 31/12/2024 12 mois	Montant au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières		
Autres intérêts et produits assimilés	9 203	4 125
Reprises provisions, transferts charges	-	-
Différences positives de change		
Produits nets/cessions valeurs mobilières		
Ecart de conversion		
PRODUITS FINANCIERS	9 203	4 125
Dotations financières, amortissements, provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	268 884	362 879
Différences négatives de change		
Charges nettes/cessions valeurs mobilières		
CHARGES FINANCIERES	268 884	362 879
RESULTAT FINANCIER	(259 681)	(358 754)
Produits exceptionnels sur opérations gestion	71 308	-
Produits exceptionnels sur opérations capital	-	79 850
Reprises provisions, transferts charges	-	-
PRODUITS EXCEPTIONNELS	71 308	79 850
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	644	65 244
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-
Dotations exceptionnelles amortissements, provisions	146 270	7 422
CHARGES EXCEPTIONNELLES	146 914	72 665
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(75 606)	7 184
Impôts dus sur les bénéfices	(22 644)	(271 114)
Impôts différés sur les bénéfices	16 004	(316 695)
Impôts	(6 640)	(587 809)
RESULTAT DES SOCIETES INTEGRÉES	314 732	2 315 740
Quote-part dans le résultat des sociétés Mise en Equivalence		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	314 732	2 315 740
Résultat groupe	303 339	2 062 494
Intérêts minoritaires	11 392	253 247



ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS



Bilan consolidé - Groupe Novatech

ACTIF (en milliers d'€uros)	Notes	Brut	Amort./Dépréciations.	31/12/2024 12 mois Net	31/12/2023 12 mois Net
Immobilisations incorporelles	4.1	1 133	1 060	73	64
<i>Dont écarts d'acquisition</i>					-
Immobilisations corporelles	4.2	14 870	11 196	3 674	3 352
Immobilisations financières	4.3	1 211	-	1 211	1 208
Actif immobilisé		17 214	12 256	4 958	4 625
Stocks et encours	4.4	37 501	1 751	35 750	35 237
Clients et comptes rattachés	4.6	5 803	569	5 234	6 456
Autres créances	4.7	7 063	-	7 063	5 767
Valeurs mobilières de placement	4.8	40	-	40	40
Disponibilités		5 964	-	5 964	4 259
Actif circulant		56 371	2 320	54 051	51 759
TOTAL DE L'ACTIF		73 586	14 576	59 009	56 384

PASSIF (en milliers d'€uros)	Notes			31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
Capital social				2 021	2 021
Réserves				8 026	5 963
Résultat net part du groupe				303	2 062
Subvention Investissement				236	301
Capitaux propres	4.10			10 586	10 347
Intérêts minoritaires	4.11			983	972
Autres Fonds Propres					
Provisions	4.13			1 348	1 285
Emprunts et dettes financières	4.14			3 553	4 912
Fournisseurs et comptes rattachés	4.15			13 436	13 877
Dettes fiscales et sociales	4.16			3 384	3 329
Autres dettes	4.17			25 719	21 662
TOTAL DU PASSIF				59 009	56 384



Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes		31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
Chiffre d'affaires	5.1		63 391	64 523
Autres produits d'exploitation	5.2		2 380	3 715
Achats et charges externes	5.3		47 219	48 351
Charges de personnel	5.4		15 772	14 499
Autres charges d'exploitation			169	220
Impôts et taxes			580	486
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5.5		1 375	1 427
Résultat d'exploitation avant dotations amortissements écarts acquisition			657	3 255
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			-	-
Résultat d'exploitation avant dotations amortissements écarts acquisition.			657	3 255
Résultat financier	5.6		(260)	(359)
Résultat exceptionnel	5.7		(76)	7
Impôts sur les résultats	5.8		(7)	(588)
Résultat net des entreprises intégrées			315	2 316
Résultat net de l'ensemble consolidé			315	2 316
Intérêts minoritaires			11	253
RESULTAT NET PART DU GROUPE			303	2 062
Résultat net par action en Euros			0.30	2.04



Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	315	2 316
Amortissements et provisions	1 346	1 024
Variation des impôts différés	(16)	317
Résultat de cessions (net d'impôt)	(71)	(80)
Capacité d'autofinancement	1 573	3 577
Variation du besoin en fonds de roulement	2 977	(1 415)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 551	2 162
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Subvention d'Investissement	0	0
Acquisitions d'immobilisations	(1 533)	(1 056)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	0	0
Variation des dettes sur immobilisations		
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(1 533)	(1 056)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés		
Dépôts et cautionnements versés		
Augmentations de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 098	0
Variation fonds de garantie affacturage	46	(88)
Remboursements d'emprunts	(2 457)	(2 339)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 314)	(2 427)
Variation de la trésorerie	1 704	(1 322)
Trésorerie à l'ouverture	4 259	5 582
Trésorerie à la clôture	5 964	4 259
Variation de la trésorerie	1 704	(1 322)



Détail de la variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Stocks et encours	37 501	36 869	632
Clients et comptes rattachés	5 803	7 024	(1 221)
Autres créances	6 715	5 434	1 281
Besoins	50 019	49 327	692
Fournisseurs et comptes rattachés	13 436	13 861	(425)
Dettes fiscales et sociales	3 384	3 347	37
Autres dettes	25 719	21 662	4 058
Dégagements	42 539	38 870	3 669
Variation BFR	7 479	10 457	(2 977)



Annexe aux comptes consolidés

1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1.1 Activité du Groupe

1.1.1 Conflit Russo-Ukrainien

La situation en Ukraine est sans conséquence directe identifiée à la date d'arrêté des comptes et du rapport de gestion. Le groupe n'a pas été en mesure de mener l'analyse des répercussions indirectes de la situation en Ukraine mais que cette dernière est en cours étant entendu qu'aucune incidence significative n'est identifiée à ce jour.

1.2 Crédit d'Impôt Recherche

Le groupe n'a pas déposé de dossier de crédit d'impôt recherche pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES	SIEGES	Date d'arrêté	Nature de l'arrêté	N° SIREN	31/12/24	31/12/24	31/12/23	31/12/23
					CONT.	INT.	CONT.	INT.
Société mère : SA NOVATECH INDUSTRIES	Lannion	01/01 - 31/12/24	Comptes annuels au 31/12/2024	415 003 748	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Filiale : SA NOVATECH TECHNOLOGIES	Pont de Buis	01/01 - 31/12/24	Comptes annuels au 31/12/2024	444 527 618	89,92 %	89,92 %	89,92 %	89,92 %

L'ensemble des sociétés du groupe est consolidé par la méthode de l'intégration globale.



3 PRINCIPES COMPTABLES – METHODES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés de la société NOVATECH INDUSTRIES sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n°2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

Celui-ci est appliqué dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

3.1 Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles la société NOVATECH INDUSTRIES exerce un contrôle exclusif, sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminées selon les règles de consolidation.

Les transactions libellées en devise sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les créances et dettes en devise sont converties au taux de change de clôture.

Les éventuels écarts de conversion en résultant sont maintenus au bilan et les pertes de conversion latentes sont provisionnées selon le règlement ANC 2020-01.

3.1.1 Ecart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une entreprise, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif fait l'objet d'une évaluation. Les éléments identifiables sont inscrits à l'actif à leur valeur d'évaluation, si celle-ci est différente de leur valeur dans les livres de la société acquise.

3.1.2 Méthodes obligatoires

Le groupe retient la méthode obligatoire pour le traitement comptable :

- Des engagements de retraite et assimilés :



Le groupe comptabilise une provision pour la totalité des engagements de retraite et des gratifications d'ancienneté en application de la recommandation n°2003-R01 du 1^{er} avril 2003 du Conseil National de la comptabilité (voir en 3.2.9).

- Des contrats de location-financement :

Le groupe comptabilise les contrats de location financement selon les modalités détaillées au paragraphe 3.2.7.

- Des écarts de conversion :

Les transactions libellées en devise sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les créances et dettes en devise sont converties au taux de change de clôture.

Les éventuels écarts de conversion en résultant sont maintenus au bilan et les pertes de conversion latentes sont provisionnées selon le règlement ANC 2020-01.



3.2 Méthodes d'évaluation et de présentation

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées exclusivement de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur une durée de 2 à 5 ans.

3.2.2 Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée attendue des avantages économiques futurs générés des biens en mode linéaire. Les durées d'amortissements moyennes sur le groupe sont :

Nature	Durée
Constructions	20 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Aménagements Agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau Informatique	3 ans
Mobilier de bureau	7 ans

3.2.3 Stocks et en cours de production

Les stocks sont constitués de stocks de composants, d'en-cours de production et de produits finis assemblés.

Les stocks de matières, composants et autres approvisionnements, sont évalués au coût moyen pondéré.

Les produits finis et les en cours de production sont évalués au coût de revient complet.

Une dépréciation est calculée article par article pour ramener leur valeur à une valeur de réalisation effective, si celle-ci est inférieure au prix de revient.



3.2.4 Créances et dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les dépréciations nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non-recouvrement.

Les sociétés du groupe ont souscrit un contrat d'assurance-crédit auprès la société CREDENDO. Pour les créances assurées et pour lesquelles il existe un risque de non-recouvrement, la provision se limite au montant de la franchise. Pour les autres créances, le montant de la provision est déterminé au cas par cas en fonction de la meilleure estimation du risque.

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros, calculée en utilisant le taux de change à la date de clôture des comptes.

Pour se prémunir du risque de change, les dettes libellées en devises USD font l'objet d'une couverture de change par le biais d'achat à terme fixe de devises sur le compte bancaire en devises.

L'écart de change est ainsi mis en évidence au moment de la couverture sur la base du taux garanti.

3.2.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, calculée par catégorie de titres, est inférieure à la valeur comptable.

3.2.6 Impôts différés

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé.

L'impôt exigible est constitué :

- du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture,
- et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Le taux d'impôt différé est de 25 % en 2023.

En application du règlement ANC 2020-01, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.



Lors des exercices précédents, les impôts différés actifs n'étaient constatés qu'à hauteur des passifs, sauf lorsqu'il existe une probabilité de pouvoir récupérer cet impôt sur les sociétés.

Les impôts différés n'avaient pas été maintenus en raison d'incertitudes de perspectives de récupération et d'imputation sur les bénéfices fiscaux futurs dans un horizon de 2 à 3 ans.

Un retour à l'équilibre des sociétés du groupe en 2021 a permis de revoir cette position.

3.2.7 Crédit-bail

Les contrats de location de longue durée qui s'apparentent à un financement sont enregistrés dans les comptes sous la forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant.

Les redevances de crédit-bail sont éliminées du compte de résultat et la charge d'amortissement ainsi que la charge du financement lui sont substituées comme si l'entreprise était effectivement propriétaire du bien. Ce retraitement est effectué sur la durée normale d'utilisation du bien financé indépendamment de la durée du contrat de financement conclu.

3.2.8 Provisions

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. A la clôture de l'exercice, un passif est comptabilisé si l'obligation existe à cette date et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les dispositions relatives à l'évaluation des provisions à leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité s'appliquent à leur évaluation postérieure. Les provisions sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister, c'est-à-dire soit quand l'entité n'a plus d'obligation, soit quand il n'est plus probable que celle-ci entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers.



3.2.9 Indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation prévues par la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 du Conseil National de la Comptabilité, en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 portant réforme des retraites prévoit, d'une part, l'allongement de la durée de cotisation des salariés pour obtenir une retraite à taux plein, et d'autre part, elle modifie les modalités de départ à la retraite.

- L'âge légal de départ à la retraite est porté à 64 ans au lieu de 62 ans et l'augmentation de la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite sans décote augmente à 43 annuités (172 trimestres).

L'âge légal de départ à la retraite est déterminé en fonction de l'année de naissance et sera progressivement relevé de 62 à 64 ans :

Année de naissance	Age légal de départ à la retraite
Du 01/04/1957 au 31/08/1961	62 ans
Du 01/09/1961 au 31/12/1961	62 ans et 3 mois
1962	62 ans et 6 mois
1963	62 ans et 9 mois
1964	63 ans
1965	63 ans et 3 mois
1966	63 ans et 6 mois
1967	63 ans et 9 mois
À partir de 1968	64 ans

- Sauf exception, l'employeur ne peut pas mettre à la retraite un salarié avant que celui-ci puisse bénéficier d'une pension à taux plein.

Le calcul de l'indemnité de départ à la retraite est calculé conformément aux modalités fixées dans les avenants du 21 juin 2010 à l'accord national de mensualisation du 10 juillet 1970 et à la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie du 13 mars 1972.



Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses de calcul de la dette actuarielle des indemnités de fin de carrière (IFC)	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	3,40 % iBoxx Euro Corporates AA 10+	3,170 % iBoxx Euro Corporates AA 10+
Taux de croissance des salaires (cadres et non cadres)	2,50 %	2,50 %
Age de départ	64 ans - non-cadres 66 ans - Cadres	64 ans - non-cadres 66 ans – Cadres
Table de mortalité	Table INSEE TH 19-21 / TF 19-21	Table INSEE TH 19-21 / TF 19-21
Dette à la clôture (en milliers d'€uros)	1 201	1 285

Les charges de retraite sont déterminées à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière, en tenant compte notamment :

- des droits conventionnels en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties estimées ;
- des salaires et appointements incluant un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation annuel des salaires ;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu chaque année.

3.2.10 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en tenant compte du nombre d'actions existantes à la clôture de l'exercice.

Aucun instrument financier dilutif ou potentiellement dilutif n'existe à la clôture de l'exercice.

3.2.11 Effets escomptés non échus

Les effets escomptés non échus à la clôture de l'exercice sont retraités pour être comptabilisés au passif en concours bancaires courant. En contrepartie, la créance client est portée à l'actif dans le poste client.



3.2.12 Subventions d'investissement

Les Subventions d'investissement sont comptabilisées en capitaux propres :

- Lors de l'octroi de la subvention, crédit direct dans les capitaux propres,
- Reprise en résultat exceptionnel, de manière étalée, au rythme des amortissements pratiqués sur les biens subventionnés.

3.2.13 Résultat exceptionnel

Toutes les opérations résultant de l'exploitation de l'entreprise, qu'elle qu'en soit la fréquence de réalisation ou le montant, sont incluses dans le résultat d'exploitation avant dotations des amortissements des écarts d'acquisition.



4 NOTES SUR LE BILAN

4.1 Immobilisations incorporelles

4.1.1 Immobilisations incorporelles – valeurs brutes

4.1.1.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2023
Progiciels	1 059	18	1	1 076
<i>Dont Crédit-Bail</i>	<i>176</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>176</i>
TOTAL	1 059	18	1	1 076

4.1.1.2 Exercice clos le 31 décembre 2024

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Progiciels	1 076	57	0	1 133
<i>Dont Crédit-Bail</i>	<i>176</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>176</i>
TOTAL	1 076	57	0	1 133

4.1.2 Immobilisations incorporelles – amortissements

4.1.2.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2023
Progiciels	942	71	1	1 012
<i>Dont Crédit-bail</i>	<i>176</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>176</i>
TOTAL	942	71	1	1 012



4.1.2.2 Exercice clos le 31 décembre 2024

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2024
Progiciels	1 012	48	0	1 012
<i>Dont Crédit-bail</i>	<i>176</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>176</i>
TOTAL	1 012	48	0	1 060

4.2 Immobilisations corporelles

4.2.1 Immobilisations corporelles – valeurs brutes

4.2.1.1 Exercice Précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2023
Terrains	196	-	-	196
<i>dont crédit-bail</i>	<i>36</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>36</i>
Constructions sur sol propre	1 470	43	-	1 513
<i>dont crédit-bail</i>	<i>355</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>355</i>
Installations techniques mat. et out.	10 369	777	1 091	10 055
<i>dont crédit-bail</i>	<i>2 195</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>2 195</i>
Autres immobilisations corporelles	1 581	153	81	1 652
<i>dont crédit-bail</i>	<i>131</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>131</i>
Immobilisations en cours	3	22	0	25
TOTAL	13 618	995	1 173	13 440

4.1.2.3 Exercice clos le 31 décembre 2024

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Terrains	196	-	-	196
<i>dont crédit-bail</i>	<i>36</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>36</i>
Constructions sur sol propre	1 513	25	-	1 538
<i>dont crédit-bail</i>	<i>355</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>355</i>
Installations techniques mat. et out.	10 055	1 309	5	11 358
<i>dont crédit-bail</i>	<i>2 195</i>	<i>837</i>	<i>-</i>	<i>3 032</i>
Autres immobilisations corporelles	1 652	127	2	1 778
<i>dont crédit-bail</i>	<i>131</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>131</i>
Immobilisations en cours	25	0	25	0
TOTAL	13 440	1 462	32	14 870



4.2.2 Immobilisations corporelles – amortissements

4.2.2.1 Exercice Précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2023
Terrains <i>dont crédit-bail</i>				
Constructions sur sol propre <i>dont crédit-bail</i>	994 <i>355</i>	54 <i>-</i>	- <i>-</i>	1 048 <i>355</i>
Installations techniques mat. et out. <i>dont crédit-bail</i>	8 135 <i>2 195</i>	730 <i>-</i>	1 091 <i>-</i>	7 774 <i>2 195</i>
Autres immobilisations corporelles <i>dont crédit-bail</i>	1 104 <i>131</i>	242 <i>-</i>	81 <i>-</i>	1 265 <i>131</i>
Immobilisations en cours				
TOTAL	10 233	1 026	1 173	10 087

4.1.2.4 Exercice clos le 31 décembre 2024

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2024
Terrains <i>dont crédit-bail</i>				
Constructions sur sol propre <i>dont crédit-bail</i>	1 048 <i>355</i>	57 <i>-</i>	- <i>-</i>	1 105 <i>355</i>
Installations techniques mat. et out. <i>dont crédit-bail</i>	7 774 <i>2 195</i>	836 <i>837</i>	5 <i>-</i>	8 605 <i>3 032</i>
Autres immobilisations corporelles <i>dont crédit-bail</i>	1 265 <i>131</i>	223 <i>-</i>	2 <i>-</i>	1 486 <i>131</i>
Immobilisations en cours				
TOTAL	10 087	1 116	7	11 196



4.3 Immobilisations financières

4.3.1 Exercice Précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2023
Autres participations	-			-
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières (1)	1 074	552	418	1 208
TOTAL	1 074	552	418	1 208

4.1.2.5 Exercice clos le 31 décembre 2024

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2024
Autres participations	-			-
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières (1)	1 210	511	510	1 211
TOTAL	1 210	511	510	1 211

- (1) La variation du poste «Prêts et autres immobilisations financières» est principalement constituée des mouvements des fonds de garantie d'affacturage et des prêts aux organismes gérant la participation des employeurs à l'effort de construction.

4.4 Stocks et en cours de production

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Matières Premières	27 951	29 444
En cours de biens	8 097	6 295
En cours de services	388	111
Produits intermédiaires et finis	1 065	1 019
TOTAL	37 501	36 869



4.5 Dépréciations des actifs

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Au 31/12/2024
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
Matières premières	1 558	184	0	1 741
En-cours de production	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	75	0	65	10
Clients (1)	568	2	0	569
Autres créances				
TOTAL	2 200	185	65	2 320

4.6 Créances clients

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Clients	10 311	12 292
Clients Cession affacturage	(5 159)	(6 008)
Clients Effets à Recevoir	-	-
Clients Douteux (1)	650	648
Clients – Factures à établir	1	92
TOTAL	5 803	7 024

(1) Les comptes clients douteux concernent notamment une créance sur le client BRANDT COOKING d'un montant de 513 839 euros, FALCOM GmbH d'un montant de 229 481 euros.

Le client a fait l'objet d'un plan de sauvegarde le

La dépréciation est reprise pour la totalité à la clôture du 31 décembre 2024 pour un montant de 1 680 euros.

4.7 Détail des autres créances

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Créances de TVA	4 413	2 689
Créances sur l'état (Impôt sur les bénéfices)	128	128
Autres créances sur l'Etat	-	-
Impôts différés	349	333
Autres débiteurs	1 994	2 419
Charges constatées d'avance	179	198
TOTAL	7 063	5 767



4.8 Valeurs mobilières de placements

En milliers d'€uros	31/12/2024	Valeur de marché
Autres titres Sicav – FCP	40	42
Autres titres Actions		
TOTAL	40	42

4.9 Etat des échéances des créances

(en milliers d'€uros)	Total	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	465	46	419
Créances clients	5 803	5 153	650
Autres créances	6 715	6 715	0
Fiscalité différée active	349	349	0
TOTAL	20 046	18 977	1 069



4.10 Capitaux propres

Le capital social s'élève à 2 020 884 euros au 31 décembre 2024 et se compose de 1 010 442 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Il n'existe aucun instrument financier dilutif au 31 décembre 2024, ni aucune délégation en cours de validité.

4.10.1 Analyse de la variation des capitaux propres du Groupe

(en milliers d'€uros)	Capital	Prime	Réserve légale	Autres Réserves	Réserves consolidées et R.A.N.	Résultat exercice	Subv. Investissement	Total capitaux propres
Clôture au 31 décembre 2023	2 021	-	202	928	4 833	2 062	301	10 347
Affectation du résultat				(91)	2 153	(2062)		
Subvention Investissement (1)							(65)	(65)
Résultat du groupe						303		303
Clôture au 31 décembre 2024	2 021	-	202	837	6 986	303	236	10 586

- (1) Dans le cadre du plan de relance de l'Economie, la société Novatech Technologies a défendu un projet d'investissement sur 30 mois de 2,7M€ et bénéficie d'une subvention de 800 K€ pour soutenir ces investissements. Cette aide de l'État a été versée pour moitié le 28 juillet 2021 le solde étant prévu au terme du programme en octobre 2023. Le déploiement des projets est plus long qu'initialement prévu, le solde de la subvention n'est pas encore perçu.

Le montant perçu de 400 k€ est porté dans les comptes au passif du bilan, diminué de la quote-part de subvention qui est portée au résultat pour 64 532 euros.

4.10.2 Instruments financiers liés au capital

A la date d'arrêté des comptes, aucun instrument financier lié au capital n'avait été créé.

4.11 Analyse de la variation des intérêts minoritaires

(en milliers d'€uros)	Réserves	Résultats	Totaux
Clôture au 31 décembre 2023	719	253	972
Affectation du Résultat	253	(253)	-
Résultat	0	11	11
Clôture au 31 décembre 2024	972	11	983



4.12 Résultat net par action

(en Euros)	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
Avant dilution ⁽¹⁾ :		
Résultat courant par action	0.39	2.87
<i>Résultat net par action</i>	0.31	2,29

(1) Calculé sur le nombre d'actions en circulation au cours de la période. Ce dernier s'élève au 31 décembre 2024 à 1 010 442 actions.

4.13 Provisions

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Provision pour garantie client	1	-	-	1
Provision pour litiges	-	146	-	146
Indemnités de fin de carrière	1 285	23	107	1 201
Impôts différés passifs				
TOTAL	1 286	169	107	1 348



4.14 Dettes financières

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts auprès des établissements de Crédit (1)	2 802	4 908
Dettes Financières diverses	0	0
Crédit-bail	747	-
Concours Bancaires	4	4
TOTAL	3 553	4 912

- (1) Pour rappel, afin de faire face aux conséquences financières de la crise sanitaire de la Covid-19, la société Novatech Industries a souscrit 3 emprunts de 800 k€ ; la société Novatech Technologies a souscrit 3 emprunts de 1 200 k€ ; le tout au titre du « Prêt Garanti par l'Etat » auprès de ces partenaires financiers (BPGO, CIC Ouest, BPI France)
Conformément à la décision des conseils d'administration du 25 février 2021, ils feront l'objet d'un remboursement sur 5 ans avec un différé de 1 an, soit un remboursement du capital en 48 mensualités à partir de mai 2022 et un paiement à partir de mai 2021 des intérêts et frais de garantis.

Les souscriptions et remboursements de l'exercice sont détaillés ci-dessous.

	01/01/2024	Souscriptions	Remboursements	31/12/2024
Financements CICE	-	-	-	-
Emprunt immobilier	85	-	71	14
Emprunts BPO	657	-	394	264
Emprunt BPI	485	-	366	120
Emprunts PGE	3 680	-	1 501	2 180
Crédit bail	0	837	90	747
Emprunt CIC	0	261	37	224
Intérêts courus	4	4	4	4
Total	4 912	1 101	2 461	3 553

Le Groupe NOVATECH INDUSTRIES bénéficie d'un contrat d'affacturage conclu avec FactoFrance depuis août 2012.

Les flux du contrat à la clôture de l'exercice sont :

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients cédées en affacturage en diminution du poste client	5 159	6 008
Retenue de Garantie	462	508
Réserve de Financement	599	306



Les commissions versées au factor au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont élevées à 252 044 euros contre 347 678 euros en N-1. Les commissions sont enregistrées au niveau du résultat d'exploitation pour 53 576 euros (71 280 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023) et au niveau du résultat financier pour 198 468 euros (276 399 euros au 31 décembre 2023).

Le groupe a également souscrit au cours de l'exercice un contrat d'assurance-crédit auprès de la société CREDENDO comme précisé au paragraphe 3.2.4.

La prime d'assurance comptabilisée dans les charges d'exploitation s'est élevée à 118 547 euros.

4.15 Etat des échéances des dettes

(en milliers d'€uros)	TOTAL	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de Crédit	3 549	2 100	1 416	32
Dettes Financières diverses	0	0	-	-
Concours Bancaires et Dailly	4	4	-	-
Dettes Fournisseurs	13 436	13 436	-	-
Dettes Fiscales et Sociales	3 384	3 384	-	-
Dettes sur Immobilisations	7	7	-	-
Autres Dettes	25 713	25 713	-	-
TOTAL	46 092	44 643	1 416	32

4.16 Dettes fiscales et sociales

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Personnel et comptes rattachés	1 133	1 102
Dettes / organismes sociaux	1 168	1 088
Dettes fiscales (IS, TVA...)	1 082	1 139
TOTAL	3 384	3 329

4.17 Autres dettes

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes sur immobilisations	7	16
Divers Charges à Payer	23	11
Clients Avances et acomptes (1)	25 191	21 145
Clients, avoirs à établir	38	201
Produits constatés d'avance	460	289
TOTAL	25 719	21 662

(1) Les acomptes perçus correspondent pour les marchés de la défense, à des jalons de facturation effectués en début d'affaire pour approvisionner la matière première nécessaires à la fabrication de l'intégralité des produits.

Ils sont ensuite déduits lors de la facturation au moment de la livraison des matériels.



Ils suivent la même progression que le chiffre d'affaires de cette activité.

5 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est composé quasi exclusivement de la commercialisation des solutions et produits à base d'électronique (cartes, systèmes complexes...) qu'il fabrique. Le chiffre d'affaires est reconnu sur l'exercice, s'il est certain dans son principe et son montant acquis à l'exercice ; ainsi, les ventes de produits finis sont comptabilisées à la date de transfert de propriété selon l'incoterm retenu.

De manière encore marginale, le chiffre d'affaires comprend également des revenus issus de prestations de bureau d'études et de conception. Ces prestations sont enregistrées en résultat au fur et à mesure de leur avancement.

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises		
Ventes de produits finis et intermédiaires	58 646	58 413
Prestations de services	4 745	6 110
TOTAL	63 391	64 523
France	61 197	62 159
Europe	2 127	2 311
Export	68	53
TOTAL	63 391	64 523

5.2 Autres produits d'exploitation

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Production stockée	2 125	3 024
Production immobilisée	-	-
Subvention d'exploitation	-	-
Reprise aux amortissements et provisions	175	411
Transfert charges d'exploitation	55	100
Autres produits	24	180
TOTAL	2 380	3 715



5.3 Achats et charges externes

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Etudes et prestations de services	1 042	1 447
Achats consommés (1)	40 814	42 658
Locations et charges locatives	620	596
Intérim	-	-
Honoraires	1 407	439
Publicité, relations extérieures	6	11
Déplacements, missions, réceptions	118	85
Autres charges externes	3 213	3 115
Achats et charges externes	47 219	48 351

(1) Les achats consommés de l'exercice connaissent une croissance comparable au chiffre d'affaires.

5.4 Frais de personnel

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	11 971	11 085
Charges sociales	3 801	3 299
Participation des salariés	-	115
Accord d'Intéressement	-	-
TOTAL	15 772	14 499

La masse salariale connaît une croissance maîtrisée liée à la variation d'activité. Elle représente 24,9 % du chiffre d'affaires en 2024, contre 22,5 % en 2023.



5.5 Dotations aux amortissements et aux provisions

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements sur Immobilisations	1 164	1 091
Dépréciations sur actif circulant	188	156
Dotations aux provisions	23	180
TOTAL	1 375	1 427

5.6 Analyse du résultat financier

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
Intérêts et Produits assimilés	9	4
Reprises de provisions	-	-
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	(269)	(363)
Charges nettes/cessions valeurs mobilières		
Provisions	-	-
TOTAL	(260)	(359)

5.7 Analyse du résultat exceptionnel

(en milliers d'€uros)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Prix de cession des immobilisations	0	0
Reprise Provisions	-	-
Divers	-	-
Quote-part Subventions	71	80
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Amendes et pénalités	(1)	(65)
Valeur nette comptable immobilisations sorties	-	-
Dotations provisions	(146)	(7)
Divers	-	-
TOTAL	(76)	7



5.8 Impôts

5.8.1 Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôt exigible, provision impôt société	(23)	(271)
Impôt différé	16	(317)
TOTAL	(7)	(588)

5.8.2 Ventilation des impôts différés

Variation des impôts différés	31/12/2024	31/12/2023
Impôts différés	-	-
<i>Report déficitaire</i>	16	(317)
<i>Différence temporaire</i>		
<i>Impôts sur reports déficitaires non activés N-1</i>		

5.8.3 Rapprochement entre l'impôt effectif et l'impôt théorique

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt	383	2 904
Amortissement écart acquisition	-	-
Résultat non fiscalisé		1 637
Résultat avant impôt fiscalisé	383	2 904
Taux d'impôt théorique	25 %	25 %
Impôt théorique	96	726
Impact des charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables	14	23
Impact des divergences temporaires sociales et consolidées	(32)	68
Impôts différés actifs		-
Impact des actifs d'impôts différés non comptabilisés	(61)	271
Impact des reports déficitaire non activés		22
Impact des crédits d'impôts	23	
Impôt Société		
Impact des reports déficitaire non activités sur N-1		(522)
Impact des différences de taux d'imposition avec la mère		
Impact de l'effet de la variation des taux d'imposition entre N et N-1		
Impact des changements de méthode comptable et corrections d'erreurs		
Impôt effectif	7	588
Impôt comptabilisé	7	588
Ecart	-	-



6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Informations par zones géographiques

L'activité de l'entreprise est aujourd'hui constituée de prestations globales dont la nature ne permet pas à ce jour de distinguer des activités sectorielles opérant sur des marchés ou dans des conditions économiques différentes de l'entreprise elle-même.

6.2 Risques de taux et de change

Le groupe est exposé au risque de taux et utilise dans la gestion de sa trésorerie ou de sa dette des produits dérivés.

Les instruments de couverture à terme utilisés permettent de partiellement sécuriser le taux de conversion en USD des dettes fournisseurs dans cette devise.

A la clôture de l'exercice 2024 est en place avec le CIC Ouest :

- Une suite de barrières activantes à échéance chaque fin de mois, à compter de janvier 2024 pour 12 mois, pour un nominal mensuel de 50 000 ou 100 000 USD.

6.3 Engagements hors bilan

6.3.1. Garanties apportées partenaires financiers

Dans le cadre du plan d'investissement il a été apporté les garanties suivantes en contrepartie des prêts obtenus :

Novatech Industries :

- Nantissement de rang 1 du fonds de commerce de Novatech Industries à hauteur de 50 % des prêts cumulés de 1 520 000 euros (bénéficiaire BPO).
Garantie apportée par le Fonds Européen d'Investissement pour le solde
- Nantissement des matériels financés à hauteur de 100 % des prêts de 768 762 euros (bénéficiaire BPI France)

Novatech Technologies :

- Nantissement de rang 1 du fonds de commerce de Novatech Industries à hauteur de 50 % des prêts cumulés de 980 000 euros (bénéficiaire BPO).
Garantie apportée par le Fonds Européen d'Investissement pour le solde
- Nantissement des matériels financés à hauteur de 100 % des prêts de 1 186 957 euros (bénéficiaire BPI France).



6.4 Rémunérations des organes de direction

La rémunération des membres des organes de direction ne peut être indiquée, car elle ne concerne qu'une personne.

Les membres des organes d'administration de la société consolidante ont perçu 12 000 euros de rémunération des administrateurs au cours de l'exercice.

Il n'existe aucun engagement complémentaire au bénéfice des membres des organes de direction du groupe.

6.5 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 112 167 € pour l'exercice 2024.

6.6 Effectifs

	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	65	67
Agents de maîtrise et Techniciens	107	118
Employés et ouvriers	195	177
Total	367	363

Ce tableau des effectifs reprend l'effectif moyen employé et mis à disposition au cours de la période.